

[vc_row type="in_container" full_screen_row_position="middle" scene_position="center" text_color="dark" text_align="left" overlay_strength="0.3" shape_divider_position="bottom" bg_image_animation="none"][vc_column column_padding="no-extra-padding" column_padding_position="all" background_color_opacity="1" background_hover_color_opacity="1" column_link_target="_self" column_shadow="none" column_border_radius="none" width="1/1" tablet_width_inherit="default" tablet_text_alignment="default" phone_text_alignment="default" column_border_width="none" column_border_style="solid" bg_image_animation="none"][nectar_gradient_text heading_tag="h2" color="extra-color-gradient-1" gradient_direction="horizontal" text="Présentation"]

Séminaire de novembre 2006 à juin 2009, sous la direction d'Alain Obadia.

Pour construire un processus de dépassement du capitalisme, il est nécessaire de pouvoir s'appuyer sur un appareil conceptuel au service d'une transformation sociale soutenue par une économie alternative viable. De nombreux économistes s'y attachent déjà.



Nombre de leurs travaux convergent quant aux constats des ravages et des dangers que génèrent les contradictions du système capitaliste, et quant aux grands objectifs de progrès social qui animent les courants de pensée transformateurs.

Mais des débats, voire des oppositions apparaissent dès que se posent les questions des

moyens et des conditions nécessaires à la mise en oeuvre de ces objectifs.

Le séminaire se donne comme ambition de créer un espace de rencontres, de confrontations, de dialogues et de mise en commun de différentes conceptions.

En particulier, l'un des objectifs est de constituer un panorama formalisé de ce qu'est la pensée économique alternative aujourd'hui. Il s'agit de repérer les différents courants qui la traversent, les questions sur lesquelles les uns et les autres travaillent, et d'essayer de distinguer d'approfondir les débats et les problématiques qui sous-tendent chacune des thèses en présence.

[/vc_column_text][/vc_column][/vc_row][vc_row type="in_container" full_screen_row_position="middle" scene_position="center" text_color="dark" text_align="left" overlay_strength="0.3" shape_divider_position="bottom" bg_image_animation="none"][vc_column column_padding="no-extra-padding" column_padding_position="all" background_color_opacity="1" background_hover_color_opacity="1" column_link_target="_self" column_shadow="none" column_border_radius="none" width="1/1" tablet_width_inherit="default" tablet_text_alignment="default" phone_text_alignment="default" column_border_width="none" column_border_style="solid" bg_image_animation="none"]

Séances

[/vc_column][/vc_row][vc_row type="in_container" full_screen_row_position="middle" scene_position="center" text_color="dark" text_align="left" overlay_strength="0.3" shape_divider_position="bottom" bg_image_animation="none"][vc_column column_padding="no-extra-padding" column_padding_position="all" background_color_opacity="1" background_hover_color_opacity="1" column_link_target="_self" column_shadow="none" column_border_radius="none" width="1/1" tablet_width_inherit="default" tablet_text_alignment="default" phone_text_alignment="default" column_border_width="none" column_border_style="solid" bg_image_animation="none"]

[vc_column_text]

Séance du 15 novembre 2006 avec Paul Boccard, Jacques Généreux et Dominique Plihon.

Déroulement de la séance :

- Allocution de Robert Hue, président de la Fondation Gabriel Péri.

Débat : Penser l'alternative en économie

avec :

- Jacques Généreux, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, membre du Conseil national du Parti socialiste ;
- Paul Boccard, maître de conférences honoraire en Sciences économiques, membre de la Commission économique du Parti communiste français ;
- Dominique Plihon, professeur à l'Université Paris XIII, président du Conseil scientifique d'ATTAC-France.
- Présentation du séminaire par Alain Obadia, membre du Conseil économique et social, vice-président de la Fondation Gabriel Péri.

Les vidéos des interventions sont en préparation.[/vc_column_text]



[vc_column_text]

Séance du 30 janvier 2006 avec Jean Gadrey.

Pour mettre l'économie au service de l'homme, et pour le faire en tenant compte de critères sociaux et écologiques, il faut, entre autres conditions, disposer d'outils de repérage des progrès et de comparaison entre pays ou territoires. Les indicateurs économiques traditionnels, utiles pour certaines analyses, disent peu de choses de la progression du bien-être, de la santé sociale et des inégalités, ou du respect de l'environnement.

Or, dans ce domaine, des innovations majeures ont vu le jour depuis les années 1990. Les résultats sont parfaitement accessibles aux citoyens, et ils sont parfois stupéfiants, lorsqu'ils montrent par exemple le "décrochage" entre la croissance économique d'une part, la santé

sociale et écologique de l'autre. Ou lorsqu'on s'aperçoit que le classement des pays selon leurs résultats économiques n'a rien à voir avec leur classement sur critères sociaux.

Ce sont ces résultats et les outils qui permettent de les obtenir dont on présentera les exemples les plus importants.

Jean Gadrey est notamment l'auteur de :

- *Socio-économie des services*, La découverte, coll. Repères, 2003 ;
- *Les nouveaux indicateurs de richesse*, avec F. Jany-Catrice, La découverte, coll. Repères, 2005 ;
- *En finir avec les inégalités*, Mango, octobre 2006.

[/vc_column_text]



[vc_column_text]

Séance du 6 mars 2007 avec Pierre Duharcourt.

Dans quelle mesure peut-on déceler un "décrochage" économique de la France et de l'Europe par rapport aux Etats-Unis ? Comment définir les conditions d'une amélioration du "potentiel" de croissance et de la lutte contre le chômage et l'exclusion, et plus largement de développement solidaire et durable ?

Il convient notamment d'examiner les moyens de retrouver les voies d'une croissance « endogène » s'appuyant sur l'innovation, le développement d'emplois qualifiés, et le glissement de l'ensemble des activités vers des productions à plus forte valeur ajoutée ; de consolider les solidarités et la protection sociale ; d'être à l'initiative dans la protection de l'environnement.

Pierre Duharcourt est Professeur des Universités et membre du Conseil Economique et Social. Il est l'auteur de travaux sur la croissance et la régulation, la politique industrielle et la protection sociale.

Pierre Duharcourt est l'auteur du rapport au conseil économique et social : « [Croissance](#)

potentielle et développement » (janvier 2007).[/vc_column_text]



[vc_column_text]

Séance du 21 juin 2007 avec Henri Sterdyniak.

La mondialisation désigne une caractéristique importante de l'économie capitaliste contemporaine : de plus en plus, les grandes entreprises et les institutions financières, les marchés financiers, un certain nombre d'organisations ou d'individus, agissent directement à l'échelle mondiale pour investir, produire, vendre ou pour placer leurs capitaux. De plus en plus d'acteurs ont une stratégie à l'échelle mondiale. Ils mettent en concurrence les nations, les peuples, les systèmes sociaux.

Les Etats-Nations sont pris en tenaille. D'une part, ils doivent attirer les entreprises et les capitaux ; ils doivent offrir des salaires bas relativement à la productivité de leurs travailleurs ; ils doivent réduire la fiscalité sur les agents mondiaux. D'autre part, il leur faut préserver un système social efficace et cohérent. Les Etats peuvent-ils survivre à la mondialisation ? Comment protéger les victimes de la mondialisation, sans faire fuir les gagnants ?

Aucune instance ne gère ce monde globalisé. Peut-on faire confiance aux marchés ? Les crises et les déséquilibres rappellent que la mondialisation n'est pas un long fleuve tranquille. Elle a ses contradictions et ses périls. Peut-on promouvoir un modèle de « gouvernance mondiale » où des instances supranationales reprendraient le rôle des gouvernements nationaux, pour réguler les flux de marchandises, les marchés de capitaux, la législation du travail, l'environnement, la fiscalité, etc. Ce projet est-il compatible avec le développement effectif de la mondialisation capitaliste ? Quel est l'état de la gouvernance mondiale en matière de commerce, finance, environnement, fiscalité ?

Ce sont les questions qui ont été abordées par Henri Sterdyniak, directeur du Département « Economie de la mondialisation » de l'OFCE, lors de sa conférence dans le cadre du séminaire.

Derniers ouvrages parus :

- [How to deal with economic divergences in EMU ?](#) avec Catherine Mathieu , Document de travail de l'OFCE, Mai 2007
- [Vers la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG ?](#) avec Guillaume Allègre, Gérard Cornilleau, Document de travail de l'OFCE, Avril 2007.

La vidéo de l'intervention est en préparation.[/vc_column_text]



[vc_column_text]

Séance du 12 novembre 2007 avec Jean-Marie Harribey.

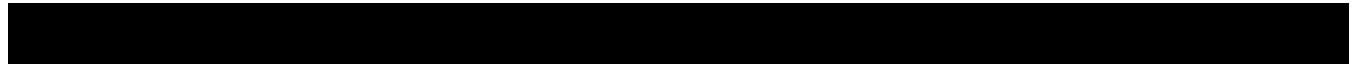
Les transformations du capitalisme, caractérisées essentiellement par l'assujettissement des systèmes productifs aux impératifs de rentabilité financière croissants, par la paupérisation et la précarisation de larges fractions du salariat et par la dégradation et l'épuisement rapide de la planète, obligent à reconsidérer le mode de développement et, au-delà, le sens du progrès.

Mais il n'y a pas pour l'instant de réponse faisant consensus quant aux alternatives à opposer aux dégradations sociales et écologiques. Tous les gouvernements et responsables d'entreprises plaident aujourd'hui pour le développement durable. Qui peut les croire sur parole si le pari est fait sur une croissance économique éternellement possible ?

D'un autre côté, une critique radicale de la croissance économique prône la décroissance et le refus du développement, mais laisse dans l'ombre l'immensité des besoins à satisfaire pour deux êtres humains sur trois.

Entre la marchandisation croissante des activités humaines et le renoncement au progrès sous-jacent à certaines propositions hostiles à tout développement, il y a peut-être place pour un développement répondant aux besoins humains et aux aspirations démocratiques et solidaires. A condition de ne pas séparer la critique du productivisme de celle du capitalisme et de laisser chaque peuple maître de son devenir.

Jean-Marie Harribey, Professeur agrégé de sciences économiques et sociales, Maître de Conférences en sciences économiques à l'université Montesquieu-Bordeaux IV, co-président d'Attac et Membre de la Fondation Copernic.[/vc_column_text]



[vc_column_text]

Séance du 11 novembre 2007 avec Michel Aglietta, Sandra Moatti et Denis Durand.

Interventions :

- « Crise du crédit et faillite de la régulation prudentielle : comment éviter une reproduction des errements. »
Par Michel Aglietta, professeur de Sciences Économiques à Paris-X Nanterre, Conseiller au CEPIL, consultant à Groupama-asset management ;
- « De l'immobilier américain à la débacle financière : comment la crise a fait son chemin »
Par Sandra Moatti, rédactrice en chef adjointe d'*Alternatives Economiques* ;
- « Réorienter le crédit bancaire, élément d'une réponse systémique à la crise financière. »
Par Denis Durand, membre du CNIS, et du Conseil Economique et Social, syndicaliste à la Banque de France.

Sandra Moatti et Michel Aglietta sont les auteurs de "[Le FMI. De l'ordre monétaire aux désordres financiers](#)" (Economica, 2000).

Denis Durand est l'auteur de [Un autre crédit est possible](#), (Le Temps des Cerises, coll. ESPERE, 2005). Il a récemment signé un article sur le sujet dans *Économie et politique* (juillet-août 2007) : [La crise financière de l'été 2007, un révélateur des antagonismes fondamentaux d'un régime économique dominé par la finance](#).

Les vidéos de la séance sont en préparation.[/vc_column_text]

[/vc_column][/vc_row]